

Revisiter le salaire minimum dans l'Europe élargie: faire face aux changements et relever les défis sur les marchés du travail

Le salaire minimum est revenu au centre de l'agenda politique de l'UE. L'une des raisons est l'élargissement de l'UE et l'augmentation des flux de migrants en quête de travail et d'une meilleure rémunération. Parmi les autres facteurs se trouvent une hausse importante des formes d'emploi atypiques, habituellement associées à des salaires inférieurs, de plus fortes proportions d'emplois mal rémunérés, une précarité grandissante et une multiplication des travailleurs pauvres. Cette semaine, une conférence OIT-CE à Bruxelles^{2/} revisitait la question des salaires minimaux en Europe et de leur influence sur les revenus et le bien-être des travailleurs faiblement rémunérés et de leur famille. BIT en ligne s'est entretenu avec Daniel Vaughan-Whitehead du Programme des conditions d'emploi et de travail du BIT.

BIT en ligne: Comment expliquez-vous l'intérêt renouvelé pour les salaires minimaux dans l'UE?

Daniel Vaughan-Whitehead: L'élargissement de l'UE a certainement alimenté cette tendance. Alors que seuls 9 des 15 Etats membres qui formaient l'UE au départ avaient légalement introduit un salaire minimum national, l'intégration de 12 nouveaux Etats membres dans l'UE a radicalement augmenté la proportion d'Etats membres dotés d'un tel système. Vingt pays sur 27 – 75 pour cent – disposent maintenant d'un salaire minimum national garanti. Cet intérêt renouvelé pour le salaire minimum est confirmé par le fait qu'entre 2000 et 2008 presque tous les pays (18 sur les 20 qui disposent d'un salaire minimum) ont autorisé l'augmentation du salaire minimum en termes réels pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs qui sont tout en bas de l'échelle sur le marché du travail. Le nouveau contexte a motivé ce virage politique.

BIT en ligne: Quelles sont les raisons de cet intérêt renouvelé pour les salaires minimaux?

Daniel Vaughan-Whitehead: Il existe trois raisons majeures. La première est une nouvelle configuration du marché du travail caractérisée par une hausse significative des formes non classiques d'emploi, normalement associées à des droits inférieurs et à davantage de précarité, y compris des salaires réduits, de fortes proportions d'emplois peu rémunérés et un nombre croissant de travailleurs pauvres pour lesquels le salaire minimum peut être considéré comme un outil garantissant un salaire plancher à tous les employés. La deuxième raison est liée à des mouvements accrus de main-d'œuvre et de capitaux au sein de l'Europe élargie qui ont donné naissance à des problèmes de dumping social avec le recours à des travailleurs immigrés mal payés pour faire pression sur les salaires des travailleurs du pays d'accueil. La troisième raison est le déclin de la portée de la négociation collective et de la syndicalisation qui a conduit de nombreux syndicats à militer en faveur de l'introduction d'un tel outil réglementaire pour leur permettre de préserver les salaires réels et le pouvoir d'achat des employés situés en bas de l'échelle de rémunération.

BIT en ligne: Des travailleurs polonais sont partis pour l'Irlande et le Royaume-Uni à la recherche d'un emploi et d'un meilleur salaire. Aujourd'hui, ils sont soit de retour chez eux (depuis que la Pologne compte plus d'emplois mieux rémunérés), soit en partance pour un autre pays de l'UE tel que la Norvège, qui a déjà accepté 40 000 travailleurs polonais cette

année, dont la moitié en provenance de Grande-Bretagne. Pouvez-vous nous en dire plus sur le lien entre salaire minimum et migration?

Daniel Vaughan-Whitehead: En effet, de nombreux travailleurs polonais se sont expatriés pour aller travailler en Irlande et au Royaume-Uni. Dans nos enquêtes, leurs témoignages montrent que le salaire minimum irlandais ou britannique a compté dans leur décision de s'expatrier, même si ce n'était clairement pas leur seule motivation. Cela signifie que le salaire minimum du pays d'accueil joue un rôle dans les migrations au sein de l'UE. Il est intéressant de constater que certains employeurs irlandais ont aussi déclaré que l'existence d'un salaire minimum dans leur pays les avait aidé à attirer des travailleurs migrants et à faire face au manque de main-d'œuvre dans certains secteurs. Cela veut aussi dire que des augmentations régulières du salaire minimum dans le pays d'origine – en l'occurrence en Pologne – peuvent aussi contribuer à limiter l'émigration de travail. Il est clair que l'intensification de la circulation de la main-d'œuvre et des capitaux générés par l'élargissement de l'UE à des pays d'Europe centrale et orientale et des flux au niveau international ont dévoilé un nouveau réservoir de main-d'œuvre.

BIT en ligne: Le débat fait rage en Allemagne et en Suède sur l'introduction d'un salaire minimum généralisé. Quels en seraient les avantages?

Daniel Vaughan-Whitehead: En Allemagne, l'intérêt pour un salaire minimum légal semble avoir émergé parce que le système traditionnel de fixation du salaire minimum par négociation collective au niveau sectoriel laissait de côté un nombre grandissant de travailleurs en raison de la hausse de l'immigration et de la multiplication des contrats de travail atypiques. Dans ce contexte, un salaire minimum réglementé au niveau national permettrait de couvrir tout le monde. De la même manière, en Suède, le récent arrêt de la Cour européenne de justice dans le cas «Laval» a mis en lumière les faiblesses du modèle actuel de négociation collective sans salaire minimum légal dans le nouveau contexte de migrations accrues, en particulier dans les pays baltiques.

Pour ce qui est de la portée du salaire minimum, il existe une littérature abondante concernant ses effets sur l'emploi qui montre que, s'il est fixé à un niveau raisonnable, il n'a aucun impact négatif sur l'emploi. Mais on connaît peu de choses quant aux effets du salaire minimum sur la qualité des emplois et les perspectives de carrière, les bas salaires et les travailleurs pauvres, les disparités salariales, les recettes fiscales et les négociations salariales. Les conséquences possibles d'un salaire minimum pour les mouvements de capitaux et de main-d'œuvre devraient aussi être étudiées, puisque l'une des raisons du retour du salaire minimum sur l'agenda des décideurs politiques est de contrecarrer le dumping social. C'était l'un des buts de l'étude comparative préparée pour cette conférence.

BIT en ligne: Nous dirigeons-nous vers un salaire minimum européen?

Daniel Vaughan-Whitehead: Le nouveau contexte a suscité des débats sur la possibilité d'introduire un salaire minimum au niveau de l'UE. Cette suggestion a été mise en avant par certains responsables de l'UE et a été débattue au Parlement européen. De telles initiatives au niveau de l'UE sont motivées par la vaste portée du salaire minimum dans l'UE élargie où plus de 5 millions de travailleurs sont couverts par un salaire minimum légal. Cependant, la plupart des observateurs s'accordent sur le fait qu'un salaire minimum commun en termes absolus ne serait pas souhaitable au niveau de l'UE étant donné les écarts actuels de niveaux de salaires minimum et de productivité du travail. Dans le même temps, des propositions ont émergé pour l'introduction d'un salaire minimum national obligatoire et pour définir un nombre de principes fondamentaux communs dans ce domaine.

BIT en ligne: La crise économique et financière va-t-elle donner un nouvel élan au salaire minimum?

Daniel Vaughan-Whitehead: La nouvelle incertitude économique et financière pourrait créer de nouvelles conditions pour fixer le salaire minimum. Les évolutions à la hausse du salaire minimum présentées auparavant se réfèrent à une période d'inflation basse et de croissance économique relativement élevée qui peuvent aussi avoir contribué à ces effets positifs. A l'avenir, dans un contexte économique plus incertain, il est difficile de dire si l'intérêt renouvelé des dirigeants politiques pour le salaire minimum va progressivement s'évanouir ou si, au contraire, il va croître encore et être perçu comme un instrument de protection des travailleurs faiblement rémunérés et des travailleurs pauvres.

Les institutions du marché du travail n'ont jamais été aussi cruciales qu'en cette période de crise. Le salaire minimum et la négociation collective peuvent, par exemple, participer à limiter le déclin du pouvoir d'achat et protéger les travailleurs les plus vulnérables. Les travailleurs peu rémunérés vont certainement se multiplier aussi en Europe. Un plancher salarial pourrait donc jouer un rôle crucial dans cette période difficile.

^{*/} Conférence BIT-Commission européenne: Le salaire minimum revisité dans l'Europe élargie - problématiques et défis, Bruxelles, 30–31 octobre 2008.